

SAMIR AMIN

REVOLUTIONNAIRES COMMUNISTES, ENGAGES ET RESPONSABLES

Les Révolutionnaires communistes face aux défis de la réalité.

Lénine, Boukharine, Staline, Trotski pour la Russie, Mao, Zhou Enlai, Deng Xiaoping pour la Chine, ont façonné l'histoire de ces deux grandes révolutions du XXe siècle. Je me limite dans cet article à l'examen des expériences de la Russie et de la Chine, sans ignorer celles des autres révolutions socialistes du XXième siècle (Corée du Nord, Vietnam, Cuba) qui inspireraient des réflexions analogues.

Leaders de partis communistes révolutionnaires puis responsables de l'Etat, confrontés aux problèmes de la révolution triomphante dans les pays du capitalisme périphérique, ils ont été contraints de « réviser » (j'emploie à dessein ce terme, considéré comme sacrilège par beaucoup) les thèses héritées du marxisme historique de la Seconde Internationale. Lénine et Boukharine, allant plus loin que les analyses de Hobson et Hilferding concernant le capitalisme des monopoles et l'impérialisme, en ont tiré la conclusion politique majeure : la guerre impérialiste de 1914-1918 (prévue par eux seuls ou presque) rendait nécessaire et possible une révolution guidée par le prolétariat. Boukharine l'a écrit en 1915 (*L'impérialisme et l'accumulation du capital*) et Lénine en 1916 (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

Avec le bénéfice du recul du temps, je signalerai ici les limites de leurs analyses, Lénine et Boukharine considèrent l'impérialisme comme étape nouvelle (« suprême ») associée au passage au capitalisme des monopoles. J'ai remis en question cette thèse et considéré que le capitalisme historique a toujours été impérialiste, au sens de générateur d'une polarisation entre ses centres et ses périphéries dès l'origine (le XVIe siècle), approfondie au cours de tout son déploiement mondialisé ultérieur. Le système du XIXe siècle pré-monopoliste n'en était pas moins impérialiste ; et la Grande Bretagne tenait son hégémonie précisément de sa domination coloniale de l'Inde. Lénine et Boukharine pensaient que la révolution, amorcée en Russie (« le maillon faible ») devait se poursuivre dans les centres (en Allemagne en particulier). Leur espoir était fondé sur une sous-estimation des effets de la polarisation impérialiste, annihilant la perspective révolutionnaire dans les centres.

Néanmoins Lénine, et mieux encore Boukharine, tirent rapidement la leçon que l'histoire leur impose. La révolution, faite au nom du socialisme (et du communisme), est en fait autre chose : largement une révolution paysanne. Alors que faire ? Comment associer la paysannerie à la construction du socialisme ? En faisant des concessions au marché et en respectant la nouvelle propriété paysanne acquise ; en progressant donc lentement vers le socialisme ? La NEP mettra en œuvre cette stratégie.

Oui, mais ... car Lénine, Boukharine et Staline comprennent aussi que les puissances impérialistes n'accepteront jamais ni la Révolution, ni même la NEP. Car la Russie soviétique, fut-elle loin de pouvoir construire le socialisme, se libère du carcan que l'impérialisme entend imposer à toutes les périphéries du système mondial qu'il domine ; la Russie soviétique déconnecte. Après les guerres chaudes d'intervention, la guerre froide va être permanente, de 1920 à 1990. L'Occident impérialiste, comme les Nazis, ne tolèrent pas l'existence même de l'Union soviétique. De leur côté Lénine puis Staline tentent par tous les moyens de leur faire comprendre qu'ils n'entendent pas « exporter » leur révolution ; ils recherchent la coexistence pacifique par tous les moyens diplomatiques à leur disposition. Dans l'entre-deux guerres Staline avait désespérément recherché l'alliance des démocraties occidentales contre le nazisme. Les puissances occidentales ne répondent pas à cette invitation ; et, au contraire, cherchent à pousser l'Allemagne hitlérienne à faire la guerre à l'Union soviétique. Le triste accord de Munich en 1937, suivi du refus de la main que Staline leur tend en 1939, en témoignent. Staline parviendra fort heureusement à mettre en échec la stratégie des puissances « démocratiques » par l'accord de dernière minute passé avec l'Allemagne au lendemain de l'invasion de la Pologne. Plus tard, avec l'entrée en guerre des Etats Unis, Staline renouvellera ses tentatives de fonder l'après-guerre sur une alliance durable avec Washington et Londres. Il n'y renoncera jamais. Mais là encore la politique de coexistence et de paix recherchée par l'Union soviétique sera mise en échec par la décision unilatérale de Washington et de Londres de mettre un terme à l'alliance de guerre en prenant l'initiative de la guerre froide, au lendemain de Potsdam, lorsque les Etats Unis disposent du monopole des armes nucléaires. Les Etats Unis et leurs alliés subalternes de l'Otan poursuivent systématiquement une politique de « roll back », sans désenrayer de 1946 à 1990 et au-delà. L'Otan, présentée aux opinions naïves comme un instrument défensif contre les ambitions agressives attribuées à Moscou, a révélé sa nature véritable avec l'annexion de l'Europe orientale et les missions nouvelles que cette organisation agressive s'est donnée au Moyen Orient, en Méditerranée, au Caucase, en Asie Centrale et désormais en Ukraine. (Voir : Geoffrey Roberts, *Les guerres de Staline* ; préface importante d'Annie Lacroix Riz).

Alors que faire ? Tenter d'imposer la coexistence pacifique, en faisant s'il le faut quelques concessions, en s'abstenant d'intervenir trop activement sur la scène internationale ? Mais en même temps, il faut s'armer pour faire face à de nouvelles agressions, difficiles à éviter. Et cela implique d'accélérer l'industrialisation, qui à son tour entre en conflit avec les intérêts de la paysannerie et menace donc de rompre l'alliance ouvrière et paysanne sur la base de laquelle fonctionne l'Etat issu de la révolution.

Dès 1947 la puissance impérialiste dominante de l'époque les Etats Unis, proclamait le partage du monde en deux sphères, celle du « monde libre » et celle du « totalitarisme communiste ». La réalité que représentait le tiers monde était superbement ignorée, celui-ci étant considéré comme ayant le privilège d'appartenir au « monde libre » puisque « non communiste » ; la « liberté » considérée n'étant autre que celle du déploiement du capital, au mépris de la réalité de l'oppression coloniale ou semi coloniale. L'année suivante Jdanov dans son fameux rapport (en fait Staline), qui a été à l'origine de la mise en place du Kominform (forme atténuée de renaissance de la troisième internationale), partageait lui aussi le monde en deux sphères, la sphère socialiste (l'URSS et l'Europe de l'Est) et la sphère capitaliste

(le reste du monde). Le rapport ignorait les contradictions qui, au sein de la sphère capitaliste, opposent les centres impérialistes aux peuples et nations de périphéries engagées dans des luttes pour leur libération.

La doctrine Jdanov poursuivait un objectif prioritaire : imposer la coexistence pacifique et par ce moyen calmer les ardeurs agressives des Etats Unis et de leurs alliés subalternes européens et japonais. En contrepartie l'Union soviétique accepterait d'adopter un profil bas, s'abstenant de s'ingérer dans les affaires coloniales que les puissances impérialistes concevaient comme leurs affaires intérieures. Les mouvements de libération, y compris la révolution chinoise, n'ont pas été soutenus avec enthousiasme à cette époque, et se sont imposés par eux-mêmes. Mais leur victoire (en particulier évidemment celle de la Chine) apportait des changements dans les rapports de force internationaux. Moscou n'en a pris la mesure qu'après Bandung, ce qui lui permettait, par son soutien aux pays en conflit avec l'impérialisme de briser son isolement et de devenir un acteur majeur dans les affaires mondiales.

Le rapport Jdanov a été accepté sans réserve par les partis communistes européens et par ceux de l'Amérique latine de l'époque. Par contre il s'est presque immédiatement heurté à des résistances dans les partis communistes d'Asie et du Moyen orient. Résistances dissimulées dans le langage de l'époque affirmant toujours « l'unité du camp socialiste » rangé derrière l'URSS, mais qui allaient ouvertement prendre corps au fur et à mesure que se développaient les luttes pour la reconquête de l'indépendance, singulièrement après la victoire de la révolution chinoise (1949).

Je puis néanmoins apporter un témoignage personnel concernant cette histoire, ayant eu l'heureuse chance de participer dès 1950 à l'un des groupes de réflexion concernés associant des communistes égyptiens, irakiens et iraniens, et quelques autres. L'information concernant le débat chinois, inspiré par Zhou En Lai, n'a été portée à notre connaissance par le camarade Wang Hué (trait d'union avec la revue *Révolution* au comité de rédaction de laquelle je participais) que bien plus tard, en 1963. Nous avions des échos du débat indien et de la cassure qu'il avait provoquée, affirmée plus tard par la construction du CPM. Nous savions que les débats au sein du PC indonésien et de celui des Philippines se développaient selon des lignes parallèles.

Cette histoire fera comprendre que Bandung n'est pas sorti directement de la tête des dirigeants nationalistes (Nehru et Soekarno en particulier, encore moins Nasser) comme le laissent entendre les écrits contemporains ; mais a été le fruit d'une critique radicale de gauche, conduite à l'époque au sein de partis communistes. La conclusion commune de ces groupes de réflexion se résumait en une phrase : à l'échelle du monde le combat contre l'impérialisme rassemble des forces sociales et politiques dont les victoires sont décisives dans l'ouverture des avancées socialistes possibles dans le monde actuel.

Cette conclusion laissait ouverte la question centrale : qui « dirigera » ces batailles anti-impérialistes ? Pour simplifier : la bourgeoisie (dite alors nationale) que les communistes devraient alors soutenir, ou un front des classes populaires « dirigé » par les communistes et non les bourgeoisies (anti nationales en fait) ? La réponse à cette question est demeurée fluctuante, parfois confuse. En 1945 les partis communistes concernés s'étaient alignés sur la conclusion

que Staline avait formulée : les bourgeoisies, partout dans le monde (en Europe alignée sur les Etats Unis comme dans les pays coloniaux et semi-coloniaux – termes de l'époque), ont « jeté aux ordures le drapeau national » (termes de Staline), les communistes sont les seuls donc à pouvoir rassembler un front uni des forces qui refusent la soumission à l'ordre américain impérialiste/capitaliste. La conclusion rejoignait celle de Mao, formulée en 1941, mais connue (de nous) plus tard seulement lorsque la « *Nouvelle Démocratie* » a été traduite dans des langues occidentales en 1952. La thèse soutenait que pour la majorité des peuples de la planète la longue route vers le socialisme ne peut être ouverte que par la conduite d'une « révolution démocratique nationale, populaire, anti féodale et anti-impérialiste (termes de l'époque) dirigée par les communistes ». Et, en pointillé, on lisait : d'autres avancées socialistes ne sont pas à l'ordre du jour ailleurs, c'est-à-dire dans les centres impérialistes. Elles ne pourront se dessiner ici comme possibles qu'après que les peuples des périphéries, aient infligé des défaites conséquentes à l'impérialisme.

Le triomphe de la révolution chinoise confortait cette conclusion. Les partis communistes de l'Asie du Sud Est inauguraient en Thaïlande, en Malaisie et aux Philippines en particulier, des guerres de libération inspirées par le modèle vietnamien. Plus tard, en 1964, Che Guevara proposera, dans la même ligne de pensée « un, deux, trois Vietnam ». Les propositions d'avant-garde d'initiatives des « pays d'Asie et d'Afrique » indépendantes et anti-impérialistes formulées par les groupes de réflexion communistes concernées ont été précoces et précises. On les retrouvera dans le programme de Bandung et du non alignement. Ces propositions étaient centrées sur la reconquête nécessaire de la maîtrise des processus d'accumulation (le développement autocentré et déconnecté). Mais voilà que ces propositions sont adoptées, fut-ce au prix de dilutions considérables dans certains pays, à partir de 1955-1960, par l'ensemble des classes dirigeantes au pouvoir dans les deux continents. Et voilà qu'en même temps les luttes révolutionnaires conduites par les partis communistes en Asie du Sud Est sont toutes défaites (sauf au Viet Nam bien sûr). Alors ? Conclusion qui semblait devoir s'imposer : la « bourgeoisie nationale » n'a pas encore épuisé sa capacité de combat anti-impérialiste. Cette conclusion a été elle-même tirée par l'Union Soviétique qui décidait de soutenir le front des non alignés, alors que la triade impérialiste leur déclarait la guerre ouverte.

Les communistes des pays concernés se sont alors partagés entre deux tendances et affronté dans des conflits pénibles et souvent confus. Les uns tiraient la conclusion qu'il fallait « soutenir » les pouvoirs en place en conflit avec l'impérialisme, quand bien même ce soutien devait-il rester « critique ». Moscou apportait de l'eau à leur moulin en inventant la thèse de la « voie non capitaliste ». Les autres conservaient l'essentiel de la thèse maoïste selon laquelle seul le front des classes populaires indépendantes de la bourgeoisie pouvait mener à bien le combat contre l'impérialisme. Le conflit entre le PC chinois et l'Union Soviétique, visibles dès 1957, affiché à partir de 1960, confortait bien entendu cette seconde tendance au sein des communistes asiatiques et africains.

Mais voilà qu'à son tour le potentiel de Bandung s'épuise en une quinzaine d'années, rappelant s'il le fallait les limites des programmes anti-impérialistes des « bourgeoisies nationales ». Les conditions étaient alors créées pour permettre la contre-offensive de l'impérialisme, la re-compradorisation des économies du Sud. Mais, comme pour faire mentir ce

retour imposé par les faits à la thèse de l'impotence définitive et absolue des bourgeoisies nationales – Bandung n'ayant été dans cette vision qu'une « parenthèse passagère » s'inscrivant dans la guerre froide – voilà que certains pays du Sud parviennent dans le cadre de cette nouvelle mondialisation dominée par l'impérialisme à s'imposer comme « émergents ». Mais « émergents » dans quel sens : celui de marchés émergents ouverts à l'expansion du capital des oligopoles de la triade impérialiste, ou celui de nations émergentes capables d'imposer une révision sérieuse des termes de la mondialisation en question, de réduire le pouvoir qu'y exercent les oligopoles et de recentrer l'accumulation sur leur propre développement national ? La question du contenu social des pouvoirs en place dans des pays émergents (et dans les autres pays de la périphérie), des perspectives que celui-ci ouvre ou ferme est donc à nouveau à l'ordre du jour du débat incontournable sur ce que sera – ou pourrait être – le monde « après la crise ».

Fera-t-on mieux dans le moment actuel, lorsque s'ouvre un « second éveil du Sud » ? Et surtout sera-t-il possible cette fois-ci de construire des convergences entre les luttes au Nord et au Sud ? Car celles-ci avaient cruellement fait défaut à l'époque de Bandung. Les peuples des centres impérialistes étaient alors finalement demeurés alignés derrière leurs classes dirigeantes impérialistes. Le projet social-démocrate de l'époque était lui-même difficile à imaginer sans la rente impérialiste dont bénéficiaient les sociétés opulentes du Nord. Bandung et le Non Alignement n'ont été vus, dans ces conditions, que comme un épisode de la guerre froide peut-être même « manipulés » par Moscou. La dimension réelle de cette histoire de la première vague d'émancipation des pays d'Asie et d'Afrique, parvenue à convaincre Moscou de lui apporter son soutien, échappait. La période n'est pas celle de la « bipolarité » et de la guerre froide, mais d'un monde multipolaire (l'Ouest, l'Est soviétique, la Chine, les Sud) contraignant l'impérialisme à reculer.

On comprend alors les louvoiements de Lénine, Boukharine et Staline face au double défi de la question agraire et de l'agressivité des puissances occidentales. En termes théoriques on bascule d'un extrême à l'autre : tantôt on adopte une attitude déterministe qu'inspire la vision étapiste du marxisme hérité (l'étape de la révolution démocratique bourgeoise d'abord, puis celle du socialisme), tantôt on cède au volontarisme (l'action politique permet de sauter les étapes). Finalement, à partir de 1930/1933 (non sans rapport avec la montée du fascisme), Staline impose le choix de l'industrialisation et de l'armement accélérés. La collectivisation en est le prix. Ici encore gardons-nous de juger trop vite : tous les socialistes de l'époque (et encore davantage les capitalistes) partagent les analyses de Kautsky sur ce point et sont persuadés que l'avenir appartient à la grande exploitation agricole (je fais ici allusion aux thèses de Kautsky, *La question agraire* ; première édition 1899). L'idée que l'exploitation familiale modernisée est plus efficace que la grande exploitation devra attendre longtemps avant d'être admise. Les agronomes (en particulier ceux de l'école française) ont compris avant les économistes que la division extrême du travail du modèle industriel ne convenait pas dans l'agriculture ; l'agriculteur est confronté aux exigences de tâches polyvalentes difficiles à prévoir.

La rupture de l'alliance ouvrière et paysanne que le choix de la collectivisation a impliqué est à l'origine de l'abandon de la démocratie révolutionnaire et de la dérive autocratique.

Trotsky aurait-il fait mieux ? A mon avis certainement pas. Son attitude face à la révolte des marins de Kronstad et ses louvoiements ultérieurs démontrent qu'il n'est pas différent des autres dirigeants du bolchevisme au pouvoir. Mais dès 1927, exilé, n'ayant plus de responsabilité dans la navigation du navire soviétique, il peut se complaire dans la répétition inlassable des principes sacrés du socialisme. Il devient pareil à ce que sont beaucoup des marxistes académiques qui peuvent se payer le luxe d'affirmer leur attachement aux principes sans souci d'être efficaces dans la transformation de la réalité. Il y a de belles exceptions d'intellectuels marxistes qui, sans avoir exercé des responsabilités dans la direction de partis révolutionnaires, encore moins d'Etat, n'en sont pas moins demeurés attentifs aux défis auxquels ont été confrontés les socialismes d'Etat (je citerai Baran, Sweezy, Hobsbawm et d'autres).

Les communistes chinois apparaissent plus tard sur la scène révolutionnaire. Mao sait alors tirer la leçon des louvoiements des bolcheviks. La Chine est confrontée aux mêmes problèmes que la Russie soviétique : révolution dans un pays attardé, nécessité d'associer la paysannerie à la transformation révolutionnaire, hostilité des puissances impérialistes. Mais Mao peut voir désormais plus clair que Lénine, Boukharine et Staline. Oui, la révolution chinoise est anti-impérialiste et paysanne (anti-féodale). Mais elle n'est pas démocratique bourgeoise ; elle est démocratique populaire. La différence est de taille ; elle impose une perspective longue de maintien de l'alliance ouvrière et paysanne. Cela permettra à la Chine de ne pas faire l'erreur fatale de la collectivisation forcée ; et d'inventer une autre voie associant la propriété d'Etat sur tout le sol agricole, l'accès égal des paysans à l'usage de la terre et l'exploitation familiale rénovée. Mao donne une réponse nouvelle à la question agricole, fondée sur la petite exploitation familiale rénovée sans petite propriété, réduisant la pression migratoire vers les villes, permettant d'associer l'objectif stratégique de la souveraineté alimentaire à la construction d'un système industriel national complet et moderne. Concernant le traitement de la question agricole par le maoïsme je renvoie à mes développements dans mon article « Chine 2013 » (*La Pensée*, 2013). La formule est certainement la seule réponse possible à la question agricole pour tous les pays du Sud contemporain, même si les conditions politiques permettant sa mise en œuvre n'ont été réunies qu'en Chine et au Vietnam.

Les deux grandes révolutions ont du mal à se stabiliser ; car elles sont contraintes de concilier la perspective socialiste et des concessions au capitalisme. Laquelle de ces deux tendances l'emportera ? Ces révolutions ne vont donc se stabiliser qu'à partir de leur « thermidor », pour reprendre le terme utilisé par Trotsky. Mais à quand donc remonte le thermidor en question en Russie, à 1930 (comme Trotsky le déclare) ? Ou à la N. E. P. des années 1920 ? Ou à la glaciation du Brezhnev ? Et pour la Chine, Mao choisit-il le thermidor dès 1950 ? Ou faudra-t-il attendre Deng Xiaoping pour parler du thermidor de 1980 ?

La reprise des leçons de la Révolution française n'est pas de hasard. Les trois grandes révolutions des temps modernes (la française, la russe, la chinoise) sont grandes précisément parce qu'elles se projettent loin en avant des exigences immédiates du moment. La révolution française s'affirme, avec la convention montagnarde de Robespierre, une révolution populaire autant que bourgeoise, comme les révolutions russe et chinoise ambitionnent d'aller au communisme, même si celui-ci n'est pas à l'ordre du jour des exigences : ne pas être mis en déroute, préserver la perspective d'aller plus loin plus tard. Thermidor n'est pas la Restauration.

Celle-ci s'impose en France, non pas avec Napoléon, mais seulement à partir de 1815. Encore faut-il savoir que la restauration ne peut pas gommer intégralement la transformation gigantesque de la société produite par la révolution. En Russie la restauration est encore plus tardive : elle sera l'œuvre de Gorbatchev et Eltsine. Et ici également cette restauration demeure fragile, comme en témoigne les défis auxquels Poutine est désormais confronté. En Chine il n'y a pas (ou pas encore !) de Restauration. Eric Hobsbawn, (*Aux armes historiens*, 2013), Florence Gauthier et quelques autres historiens de la révolution française n'assimilent pas Thermidor et Restauration, comme le suggère la simplification trotskyste.